



Europe, fais preuve d'assurance!

Un appel aujourd'hui des évêques allemands sur l'entendement que l'Europe a d'elle-même en ce monde changeant

1. La responsabilité de l'Église envers l'Europe et la Maison commune

«L'Europe le vaut bien»: ainsi s'intitule un texte de principes publié en 2021 par les évêques allemands.¹ Mais qu'est-ce que l'Europe? Où se situe sa compréhension d'elle-même et quelle valeur l'Europe a-t-elle pour le monde? À l'union de l'Europe est associé un espoir de paix et de liberté. Jusqu'à aujourd'hui, la collaboration des États européens est la condition préalable au rôle de l'Europe et à sa force. Les chemins de pèlerinage européens illustrent la façon dont le christianisme marque l'Europe et l'unit jusqu'à aujourd'hui. Par ce symbole familier qu'est la croix sur les églises, par les contributions des monastères et des universités à la culture, à l'éducation et à la science, une tradition intellectuelle se manifeste, qui a grandi au fil des siècles. Dans les valeurs de l'Europe se reflète le message biblique de solidarité et d'amour du prochain. La foi chrétienne et ses principes socio-éthiques ont été, pour un grand nombre de pères fondateurs et mères fondatrices, un moteur qui conjointement aux Lumières marque les fondements intellectuels de l'Europe.

Dès le départ, l'Église catholique a approuvé l'unification de l'Europe en qui elle voit un projet de paix, et elle accompagne cette unification depuis. Avec la fondation de l'Union européenne, ce qui était une coopération de nature économique est devenu une union politique basée sur des valeurs. Lors de son discours accompagnant la remise du Prix Charlemagne en 2016, le pape François avait formulé son rêve de l'Europe, et invité à ce titre à «actualiser» l'idée de l'Europe» en usant des capacités d'intégration, de dialogue et de force créatrice.² Cela implique un rôle organisateur, car l'Europe repose sur le principe de la dignité de la personne humaine et elle assume une responsabilité à l'échelle mondiale en tant que «maison commune», comme le pape François l'avait formulé dans son encyclique *Laudato si'*. Pour cette raison, l'Église

¹ Secrétariat de la Conférence épiscopale allemande (éditeur): [L'Europe le vaut bien. Contributions du Groupe de travail épiscopal Europe](#). Les évêques allemands – Commission des affaires sociétales et sociales, n 52 (Bonn 2021).

² «[...] en acceptant avec détermination le défi d'«actualiser» l'idée de l'Europe – une Europe capable de donner naissance à un nouvel humanisme fondé sur trois capacités: la capacité d'intégrer, la capacité de dialoguer et la capacité de générer»; Pape François, allocution lors de la remise du Prix Charlemagne (6 mai 2016).

Éditeur
Dr. Beate Gilles
Secrétaire générale de la
Conférence épiscopale allemande

Rédaction
Matthias Kopp
Communication Directeur

Kaiserstraße 161
D-53113 Bonn
Tel. +49 (0) 228 103 214
Fax +49 (0) 228 103 254
Mail pressestelle@dbk.de

dbk.de
facebook.com/dbk.de
twitter.com/dbk_online
youtube.com/c/DeutscheBischofskonferenz
instagram.com/bischofskonferenz

assume en retour une responsabilité envers l'Europe. Elle ne peut et ne doit pas se taire lorsque le projet d'unification européenne se retrouve en danger.

2. Ce que nous voyons: un monde en désordre

Le monde vit un changement d'époque géopolitique. L'environnement dans lequel l'UE et le Conseil de l'Europe ont pu croître au fil des décennies a changé fondamentalement et en peu de temps. On a besoin de l'Europe unie, du fait précisément que les rapports de force se décalent à l'échelle internationale. Un nouveau «désordre mondial» est en train de surgir. Le droit international public recule perceptiblement sur le terrain de la reconnaissance et de l'efficacité. Or là où le droit n'engage plus, la force devient une option et la protection des faibles se fragilise. À des règles fiables et multilatéralement coordonnées se substitue le droit du plus fort. Longtemps la division du travail a paru claire: premièrement l'Union européenne en tant qu'espace d'intégration basé sur l'économie et le droit et, associée au Conseil de l'Europe, en tant que promotrice de la démocratie et des droits humains, et deuxièmement l'OTAN avec les États-Unis à sa tête en tant que garante politico-sécuritaire, ainsi que les deux pris ensemble et associés pour former l'«Occident».

Avec la stratégie de sécurité américaine de novembre 2025 et la stratégie de défense américaine de janvier 2026, cette alliance a été ébranlée et le partenariat transatlantique fragilisé. Il faut que l'Europe fortifie plus vite, et avec plus de détermination, sa contribution à sa propre sécurité. De surcroît, les forces populistes et antidémocratiques manifestent de plus en plus ouvertement leur mépris envers les institutions démocratiques et multilatérales. L'UE voit de plus en plus fréquemment sa valeur en tant que communauté supranationale contestée. De plus en plus d'acteurs internationaux ne la considèrent pas (ou plus) comme partenaire mais au contraire comme une rivale, et placent le focus sur la collaboration avec certains États européens.

La pression en provenance de Russie et de Chine augmente. La Russie mise sur la force militaire et sape systématiquement la stabilité européenne. Elle teste la force de résistance des systèmes démocratiques et la solidarité des partenaires entre eux. La Chine associe la puissance technologique et économique à l'influence géopolitique. L'Europe reste sollicitée dans des conflits partout dans le monde, en premier lieu dans la guerre en Ukraine et les conflits du Proche et du Moyen Orient. Les répercussions de ces conflits, dernièrement avec la fermeture du détroit d'Hormuz, font cependant ressortir la situation difficile de l'Europe, sur les plans économique et politico-sécuritaire, avec une netteté qu'on ne lui avait plus connue depuis longtemps. Tout cela amène l'Europe dans des situations de dépendance qui réduisent sa capacité d'action. L'Europe, qui défend la paix, la liberté et la dignité humaine, risque de se retrouver sur la défensive. Il faut qu'elle réajuste d'urgence son rôle et qu'elle expose plus activement les fondements à son ensemble de valeurs, devant elle-même et devant le monde.

Les promesses de l'intégration européenne perdent de leur force de persuasion aussi au sein de l'UE. Beaucoup de gens se sentent inquiets, vivent une polarisation de la société et sentent la pression de la transformation. Cela amplifie la sensation que la politique démocratique est trop lente ou déconnectée de la réalité. Cette impression est amplifiée de façon ciblée par des acteurs autoritaires et antilibéraux sur le territoire de l'UE et en dehors, qui recourent à des schémas d'interprétation populistes pour remettre en question la démocratie parlementaire libérale et la performance d'intégration européenne.

Ce que tout cela montre: l'Europe unie est en jeu. Pour cette raison il faut que l'Europe actualise, politiquement et sur le plan institutionnel, l'ordre qu'elle a contribué à forger après la guerre froide, et qu'elle mette bien en évidence l'attractivité de son modèle. Il faut une prise de défense commune de l'Europe unie, à titre de proclamation visible et renouvelée: pour la paix, la coopération, la force du droit et la dignité identique de tous les êtres humains.

3. Ce qui est l'essence de l'Europe : l'unité et les valeurs

L'UE est une coopération entre États mondialement unique en son genre, combinée avec un niveau supranational d'existence étatique. Cependant, l'unification de l'Europe n'a jamais été un chemin rectiligne menant à une destination fixée d'avance. Elle est le résultat d'une lutte permanente en faveur de l'ordre politique adapté de l'Europe, entre des démarches fédérales et une collaboration intergouvernementale. Ainsi est né en Europe un ordre de paix qui dure depuis plus de 80 ans, et cet ordre est à la fois un projet de liberté et un projet de démocratie. Ce lien montre clairement que la paix n'est pas seulement l'absence de guerre. La paix vraie a également besoin de justice. Même si les États ont le droit légitime de se défendre, ce n'est que dans un cadre de paix que l'on peut parvenir à la justice. L'Europe unie exige que les États européens coopèrent pacifiquement et qu'ils défendent la même dignité pour chacun. C'est en particulier dans l'UE que se cristallise l'entendement par elle-même d'une Europe ordonnée selon le principe de subsidiarité et agissant de façon solidaire.

L'UE reconnaît le caractère différent des États qui la composent, conformément à sa devise «Unie dans la diversité». Mais un principe vaut pour tous: les conflits opposant des États et des personnes individuelles sont résolus en prenant pour aune le droit également applicable à tous. Même le plus fort – que ce soit l'État ou l'être humain – est soumis au droit. L'unification de l'Europe présuppose de faire confiance à la fonction du droit qui est d'assurer la paix et la démocratie, de protéger les minorités et de s'appliquer de façon contraignante à tous les niveaux politiques. Mais l'UE est plus que cela! L'UE est une communauté de valeurs qui s'est engagée sur des valeurs et principes communs énoncés par l'article 2 du Traité de Lisbonne: le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et le respect des droits de l'homme. Sur cette base conjointe, l'UE et le Conseil de l'Europe entretiennent par conséquent un partenariat stratégique.

Le regard sur ces valeurs et leur origine illustre la contribution constructive du christianisme à l'Europe: La notion, aujourd'hui plus fréquemment reprise et entendue comme exclusiviste d'Occident *chrétien*, a une trop courte acception théologique et historique. De par son propre entendement, la foi chrétienne est universelle, elle n'est pas liée un ordre culturel ou politique précis. Le christianisme a marqué de façon essentielle l'Europe d'aujourd'hui sans la définir de façon exclusive. Une représentation de l'Europe comme une «Europe unifiée» homogène sur le plan religieux ou culturel méconnaît par conséquent aussi bien la pluridimensionnalité de l'histoire européenne que l'entendement chrétien de ce que sont la liberté, la dignité et la responsabilité. Au contraire, le christianisme a ajouté à la tradition romaine du droit et à la tradition grecque de la démocratie l'entendement de la dignité et de l'égalité fondamentale de tous les êtres humains. Sans eux, en Europe, l'État de droit et la démocratie n'auraient pas été caractérisés par leur forme actuelle, laquelle offre à chaque être humain la possibilité de profiter de manière responsable de sa liberté. Selon image fréquemment citée, l'Europe se laisse localiser sur trois collines historiques: à *Athènes* où est née l'idée de la démocratie; à *Rome* qui symbolise le droit en tant que force génératrice d'ordre; et à *Jérusalem* qui, par la foi judéo-chrétienne, leur a ajouté la représentation de la dignité intangible de chaque être humain.

Aussi dans ses relations avec l'extérieur, il faut que l'UE, en vertu du Traité de Lisbonne, se laisse guider par ses valeurs fondamentales. Elle se retrouve ainsi solidairement aux côtés des personnes qui prennent le droit international public au sérieux en tant que base de l'ordre international, et qui en tant que partenaires fiables orientent sur ce droit leur action (de) politique (étrangère). L'UE et ses États membres font par conséquent publicité d'ébauches de solutions multilatérales face à des défis mondiaux tels que le développement durable et des résolutions de conflit pacifiques, basées sur des règles. Aujourd'hui, cette référence à des valeurs a lieu dans des conditions rendues plus difficiles. Or cette référence à des valeurs est l'essence même de l'UE. Sans ces valeurs, l'Europe en tant que projet de paix, de liberté et de démocratie est inconcevable.

4. Ce dont l'Europe a besoin : d'espoir et d'assurance

Le monde est en ébullition, l'ordre mondial existant est menacé d'une césure. Le monde a besoin pour cette raison de la communauté de valeurs incarnée par l'Europe. L'Europe a besoin du courage de défendre ses valeurs avec assurance. Dans cette situation, le Pape Léon XIV rappelle la paix dans les mémoires et plaide pour un engagement chrétien dans la société. Pour le pape, les institutions ont besoin de «personnes qui savent vivre un sécularisme sain», dans lequel elles fortifient la valeur de la religion et la distinguent en même temps de l'espace politique.³ Le christianisme par conséquent peut et doit apporter une contribution positive, basée sur des valeurs, à la démocratie et à l'intégration européenne. Cette contribution est ancrée dans le message de l'Évangile dans lequel la vraie paix est en même temps un don de Dieu et une mission assignée à tous les êtres humains. Cela inclut la défense de la démocratie

³ Pape Léon XIV, allocution devant les membres du groupe de travail pour le dialogue interculturel et interreligieux (29 septembre 2025).

et du droit non pas en tant que simple addendum à une politique guidée par des valeurs, mais en tant que cœur même de cette politique: là où le droit international est relativisé et où le droit du plus fort donne le ton, la dignité humaine risque aussi de devenir négociable. L'Europe perdrait ainsi son profil moral et politique.

Cette tâche, les États européens ne peuvent en venir à bout qu'ensemble, par une coalition courageuse s'affirmant, au sein de l'Europe, avec résolution grâce à sa cohésion. Y parvenir requiert une volonté inébranlable de collaboration équitable et solidaire dans des structures subsidiaires et des institutions communes, ainsi qu'une reconnaissance claire des fondements immatériels de l'Europe – sur la dignité humaine, les droits humains, la démocratie, l'État de droit et le multilatéralisme. L'Europe a besoin d'un concept de sécurité et de défense la plaçant à moyen terme en mesure de se défendre elle-même et d'assumer son rôle de façon crédible au sein de l'OTAN. Par rapport à l'extérieur, l'Europe doit maintenant, a fortiori, se présenter en moteur de démarches de résolution multilatérales, de la politique climatique à la politique de sécurité en passant par la politique commerciale. Les aptitudes européennes doivent être rassemblées pour rester opérationnelles sur le plan technologique et économique sans abandonner l'objectif de justice sociale. Mais ce dont l'Europe a avant tout besoin est un récit d'espérance! De l'espoir naît la volonté de progresser et de reprendre l'initiative, d'avoir le courage d'intégrer, d'être prêt au dialogue et d'avoir la force de créer.

Nous le soulignons: l'Europe doit prendre son élan maintenant. À un changement d'époque et dans un monde en désordre, une Europe pleine d'assurance – rempart de paix et espace où la dignité humaine et les droits de l'homme sont respectés et préservés – revêt une importance primordiale. Elle peut en être fière. Il s'agit présentement de remplir cela de vie et de sens, et de traduire cela en espoir pour le futur.